

d'argent à l'Ouest. Il existe suffisamment d'argent pour tous les Canadiens, et nous pouvons aider les cultivateurs de l'Est en même temps que ceux de l'Ouest.

Dans l'Ouest, on dit: on verse à l'Est des subventions aux producteurs de lait, de produits textiles, de beurre, de fromage et de tabac. Cela semblait un peu drôle. On donne des subventions à ceux qui produisent du tabac pour leur permettre de boucler leur budget, alors qu'on paie des annonces pour dire aux gens: Ne fumez pas, ne faites pas usage du tabac, parce que c'est dangereux pour votre santé. On donne des subventions pour favoriser la production, et après on fait des annonces pour dire: N'utilisez pas le tabac! Y a-t-il quelque chose de plus bête que cela?

• (4.10 p.m.)

Monsieur l'Orateur, on ne parlait pas des subventions pour l'Ouest. On disait aux agriculteurs, il y a trois ans, que trop de blé avait été produit dans l'Ouest, qu'il y avait un excédent, bref, que les élévateurs étaient remplis à craquer. Les cultivateurs ne savaient que faire de leur production de blé. Au fait, le blé passait les mois d'hiver sous la neige.

Or, le ministre de l'Agriculture a conseillé aux agriculteurs de produire de l'orge. Il existait une grande demande sur un marché international important. Plusieurs cultivateurs ont dès lors cessé de produire du blé pour produire de l'orge. Cette année, on leur a dit: Nous avons trop d'orge. Mais, apparemment, le marché du blé redevient assez bon. On leur dit de recommencer à produire du blé. On se joue ainsi des cultivateurs depuis de nombreuses années.

Monsieur l'Orateur, nous avons à maintes reprises suggéré au gouvernement d'établir une politique agricole globale pour les producteurs de blé, de lait, etc. Il faut leur donner l'assurance qu'ils vendront leur production. Il s'agit de construire des silos pour y entreposer du blé qu'on pourrait éventuellement utiliser pour venir en aide à des pays sous-développés. Pourquoi ne pas le faire?

On construisait des magasins pour entreposer des armements pendant la guerre, au cas où nous aurions à y participer. Nous avons consacré des millions de dollars à l'achat de missiles Bomarc, au cas où nous aurions à les utiliser. Aujourd'hui, on est obligé de les mettre à l'écart, parce que, paraît-il, ils sont désuets et ne serviraient à rien.

Toutefois, le blé pourrait servir à quelque chose, comme nourrir les deux tiers de l'humanité qui, actuellement, souffrent de la faim. Nous pourrions aider ceux qui ont faim et soif de justice non seulement au Canada, mais ailleurs dans le monde. Et en venant en aide à ces gens, nous aiderions nos agriculteurs, nous leur assurerions la vente de toute leur production, et ce non pas à des prix dérisoires, mais à des prix leur permettant de vivre, de sorte que le cultivateur jouirait d'un niveau de vie au moins aussi élevé que celui des ouvriers et de la plupart des autres citoyens.

Il me semble qu'on n'aurait pas besoin de faire un miracle pour garantir à ces cultivateurs la vente de toute leur production et, alors, les cultivateurs de l'Est et de l'Ouest ne se blâmeraient pas mutuellement. Non seulement les cultivateurs canadiens seraient plus heureux, mais encore ils ne seraient pas toujours à attendre l'adoption, par le gouvernement, de lois qui, bien souvent, ne sont pas susceptibles de les favoriser.

On a pris l'habitude, depuis quelques années, de présenter des bills renfermant un tas de dispositions hétéroclites

et complexes. On présente des bills omnibus, car on ne veut pas traiter d'un sujet en particulier.

Dans le cas présent, le bill visant à verser 100 millions à la Commission canadienne du blé voudrait que nous acceptions d'emblée le bill C-244, qui vise à la stabilisation, mais n'est pas acceptable dans son ensemble. Pourquoi donc ne pas maintenir les dispositions de ce bill qui assurent le versement de 100 millions à la Commission canadienne du blé, afin de lui permettre de les verser aux cultivateurs de l'Ouest, qui en ont besoin, si le gouvernement se décide enfin à se conformer à ces dispositions.

Le gouvernement devrait prendre ses responsabilités, qui ne sont pas celles de l'opposition. Je le dis en terminant mes remarques: On peut blâmer l'opposition, mais le gouvernement dispose des moyens nécessaires pour adopter, s'il le désire, le bill qu'il a présenté. Qu'il fasse appel aux articles 75A, 75B et 75C du règlement qu'il a adopté l'an dernier et qui obligerait le gouvernement à mettre le bill au scrutin dans l'espace de 48 heures. Non, on a peur. On recule et l'on blâme l'opposition. Quant à nous, je crois qu'à titre de députés de l'opposition, nous pouvons prendre nos responsabilités, et la première de celles-ci c'est de dire aux ministres ce que nous attendons d'eux, ce que le peuple attend du gouvernement. Et ce que le peuple canadien attend du gouvernement, c'est qu'il lui donne la fameuse société juste qu'il lui a promise en 1968.

[Traduction]

L'hon. M. Mackasey: Monsieur l'Orateur, le député me permettrait-il une question?

M. l'Orateur suppléant (M. Laniel): A l'ordre. Le ministre sait qu'il ne peut poser de questions que si le député y consent. Le député y consent-il?

M. Caouette: Bien sûr.

[Français]

L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail): Si le bill C-244 devait être mis aux voix, l'honorable député l'appuierait-il dans sa teneur actuelle?

M. Caouette: Amendé ou non, nous ne l'appuierons pas, c'est précisément ce que nous disons. Nous disons: Qu'on affecte à la Commission canadienne du blé, les 100 millions que le bill C-244 vise à lui accorder, et ensuite nous discuterons des autres dispositions de ce bill.

[Traduction]

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, cet après-midi, dans son exposé, le chef du parti créditiste a parlé d'une chose que j'estime être de la plus haute importance pour notre pays. Il a déclaré qu'au cours de ses voyages dans l'Ouest, il y a entendu dire constamment que le gouvernement fait tout pour l'Est et le centre du Canada, et rien pour l'Ouest. Je sais que dans la région dont il est lui-même originaire et dans d'autres parties du pays, on clame exactement l'inverse. Les habitants y prétendent que nous faisons tout pour l'Ouest et rien pour les autres parties du pays. Je suis sensible aux déclarations du député du fait de son lieu de résidence, de l'intérêt qu'il porte à sa circonscription, etc., j'estime extrêmement utile de me joindre à lui pour exprimer mon inquiétude et souligner la gravité du problème. Dans l'Ouest, je me suis souvent rendu compte que des politiques telles que notre politique du textile sont citées comme exemple de l'aide que nous apportons à l'Est du Canada. Parallèlement, ces politiques sont estimées insuffisantes au Québec pour les conditions qui y règnent. La question a des conséquences graves, car c'est